

Arrêté n° 23-174-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ AURYS INDUSTRIES
POUR SES INSTALLATIONS EXPLOITÉES SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE CARENTAN-LES-MARAIS**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.211-1, L.511-1, R.181-46, R.511-9 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-2154-IC du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 autorisant la S.A. Verrerie Aurys à exploiter une usine de transformation et trempe du verre sur le territoire de la commune de Carentan-les-Maraïs ;

VU le rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre du 4 octobre 2022 réalisée par la société Dekra industrial ;

VU les rapports des visites d'inspection réalisées les 15 octobre 2019, 23 septembre 2020 et 17 octobre 2022 ;

VU le rapport de vérification des systèmes de désenfumage du 28 juin 2023 réalisée par la société ESSEMES services ;

VU les constats dressés par l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection du 26 septembre 2023 et le rapport qui en découle adressé à la société Aurys Industries par courrier en date du 4 octobre 2023 ;

VU le courrier du 10 octobre 2023 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure l'invitant à faire part de ses observations à M. le préfet de la Manche sous un délai de 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant reçues par courriel du 9 novembre 2023 ;

Considérant ce qui suit :

- la société Aurys Industries est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011, à exploiter une usine de production de verre sur le territoire de la commune de Carentan-les-Marais ;

- l'article R.181-46 du code de l'environnement dispose que « toute [...] modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation » ;

- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, de nombreuses modifications des installations et de leurs conditions d'exploitation (configuration des bâtiments, puissances installées, remplacement de certains équipements, système de traitement des effluents...) sont constatées, sans que celles-ci n'aient été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires ;

- cette non-conformité avait déjà été constatée lors de l'inspection du 17 octobre 2022 ;

- les articles 20.3, 21.3, 26, 28.2 et 29.2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 susvisé fixent les dispositions constructives minimales à mettre en place en matière de tenue au feu des bâtiments et d'évacuation des fumées en cas d'incendie ;

- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les caractéristiques de tenue au feu des ateliers et bâtiments du site, comme cela lui avait été demandé à la suite de l'inspection du 15 octobre 2019 ;

- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, il est constaté que la nature, l'épaisseur et les caractéristiques de plusieurs parois et portes ne garantissent pas le respect des dispositions applicables en termes de tenue au feu ;

- selon le rapport de vérification des systèmes de désenfumage du 28 juin 2023 susvisé, plusieurs des systèmes de désenfumage naturel sont hors service (dont ceux couvrant l'atelier principal de traitement du verre) et l'exploitant n'a pas planifié leur réparation ;
- l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 susvisé dispose que « les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Elles respecteront en particulier les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées » ;
- l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées a été abrogé et remplacé par la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé dispose que « [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent [...] », et que ces vérifications « [...] ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...] » ;
- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, il est constaté (sur la base du rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre du 4 octobre 2022 susvisé) que le système de protection contre la foudre n'est pas conforme aux exigences de l'étude technique, que les composants de ce système de protection ne sont pas capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus, et que certains dysfonctionnements sont susceptibles de porter directement atteinte à la sécurité des personnes présentes dans les locaux ;
- cette non-conformité avait déjà été constatée lors de l'inspection du 15 octobre 2019 ;
- l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé dispose que « le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées » ;
- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, le plan des réseaux présenté est incomplet et n'est pas à jour ;
- cette non-conformité avait déjà été constatée lors de l'inspection du 23 septembre 2020 ;
- l'article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 susvisé dispose que « les installations comportant des stockages de produits toxiques doivent être équipées d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. En dehors des capacités de rétention précisées au 14.10, il devra y avoir en permanence une capacité d'accueil minimum de 260 m³ » ;

- lors de l'inspection du 26 septembre 2023, le bassin de confinement de 260 m³ n'a pas été mis en place, et l'exploitant n'a pas justifié l'équivalence des moyens de confinement en place, malgré les demandes formulées à la suite de l'inspection du 23 septembre 2020 ;

- l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose « qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine [...] » ;

- face aux manquements décrits, il convient de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Aurys industries de respecter les prescriptions et dispositions précédentes, afin d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;

- les observations de l'exploitant formulées dans le cadre de la procédure contradictoire, et relatives aux délais nécessaires au traitement des non-conformités constatées ont été prises en compte dans le présent arrêté ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Mise en demeure

La société Aurys Industries est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce ZI de Pommenauque 50500 Carentan-les-Marais, de respecter :

1.1 dans un **délai de 10 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement :

- en portant à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, l'ensemble des modifications des installations et de leurs conditions d'exploitation ultérieures à l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé ;
- en proposant une version mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé ;

1.2 dans un **délai de 10 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 20.3, 21.3, 26, 28.2 et 29.2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé :

- soit en justifiant du respect, par exemple sur la base de documents techniques, des dispositions constructives de tenue au feu applicables aux ateliers et bâtiments du site ;
- soit en proposant un plan d'action, avec échéances, permettant leur respect dans un délai acceptable ;
- soit en justifiant que le caractère inadapté des prescriptions des articles 20.3, 21.3, 26, 28.2 et 29.2, par exemple sur la base d'une étude des flux thermiques en cas de sinistre et d'une proposition de mesures garantissant l'absence, en cas d'incendie, de flux d'effets létaux en dehors du site et sur les voies d'accès réservées aux services de secours, d'effets dominos susceptibles de propager l'incendie à des bâtiments extérieurs, et de risque d'effondrement de toute ou partie des bâtiments à l'extérieur du site ou sur les voies d'accès réservées aux véhicules de secours ;

L'exploitant procédera également, dans un **délai de 6 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, à la réparation des systèmes de désenfumage naturel constatés hors-service lors de la vérification du 28 juin 2023 susvisée ;

1.3 dans un **délai de 6 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé :

- en faisant en sorte que le système de protection contre la foudre soit conforme aux exigences de l'étude technique, que les composants de ce système de protection soient capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus, et que les dysfonctionnements constatés lors de la vérification du 4 octobre 2022 susvisée soient levés ;

1.4 dans un **délai de 8 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé :

- en mettant à jour le plan des réseaux de façon à ce qu'il comporte tous les éléments exigés par la réglementation applicable ;

1.5 dans un **délai de 12 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2003 modifié le 25 janvier 2011 susvisé :

- soit en construisant le bassin de confinement de 260 m³ initialement prévu ;
- soit en justifiant l'équivalence des moyens de rétention actuellement en place.

ARTICLE 2 : Sanctions en cas de non-respect de la présente mise en demeure

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les

dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais de recours

Conformément à l'article L.171-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécour citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche : <https://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis> pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Carentan-les-Marais.

ARTICLES 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, la société Aurys Industries, ainsi que le maire de Carentan-les-Marais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le

15 NOV. 2023

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale,

Perrine SERRE